

## Variations



## Après Mumbai, où va le Forum social mondial ?

LOUIS WEBER

Le Forum social mondial est devenu en trois ans et en quatre éditions un événement que l'on ne peut plus ignorer. Une preuve parmi d'autres en est le fait que John le Carré y fait une référence dans son dernier roman, *Une amitié absolue*<sup>[1]</sup>, une charge radicale contre le nouvel impérialisme de George Bush et de Tony Blair.

Les initiateurs – il y a aujourd'hui, détail amusant et après tout plutôt rassurant, une petite querelle de paternité entre plusieurs personnages aussi emblématiques les uns que les autres pour les participants ordinaires des Forums – ne manquent jamais de rappeler la modestie du projet initial.

Chico Whitaker, l'un des ces pères fondateurs, raconte ainsi que « *L'affluence à ce premier Forum nous a surpris. Jusqu'au mois de janvier [2001, date de la première édition], il n'y avait pas tellement de monde, les inscriptions étaient limitées, alors que nous avions loué des salles pour 2500 personnes. Nous avons eu peur de l'échec. Mais petit à petit, en décembre puis en janvier, le nombre d'inscriptions a augmenté. Quand le Forum a commencé, il y a eu 4000 délégués au lieu des 1500 prévus et 16000 personnes étaient présentes. Il a fallu inventer un autre type de participation en accueillant ces personnes en auditeurs. Cela a créé des problèmes, car les délégués payaient 50 dollars et les auditeurs un real symbolique. Quelle part pouvaient-ils prendre aux différentes activités? Tout cela a été un peu confus, car il y avait quand même 20000 personnes*<sup>[2]</sup>. »

Alors qu'il ne s'agissait à l'origine que de contrebalancer dans la presse et les opinions publiques mondiales le Forum économique de Davos – ce fut l'idée de Contre-Davos – le Forum social mondial devint rapidement un lieu de rendez-vous attirant bien au-delà de ce qui commençait à être connu comme le mouvement anti puis altermondialiste. Des gouvernements pourtant à l'origine au plan national de réfor-

Louis Weber est président de l'Institut de recherches de la FSU. Il dirige la revue *Nouveaux Regards*. Il a notamment coordonné *Le Nouvel ordre éducatif mondial*, Nouveaux Regards/Syllepse, Paris, 2002 et *OMC, AGCS, vers la privatisation de la société ?* Regards/Syllepse, Paris, 2003.

[1] Voir le compte rendu de l'ouvrage dans ce numéro (NdR).

[2] Extrait du compte-rendu d'un débat organisé par l'Institut de recherches de la FSU en février 2004. Pour un compte-rendu plus complet, voir : [institut.fsu.fr/fsm/2004/debat-whitaker.htm](http://institut.fsu.fr/fsm/2004/debat-whitaker.htm).

mes économiques de nature libérale s'y faisaient représenter<sup>[3]</sup>. Dès la première année, des parlementaires d'accord avec les objectifs du Forum social mondial se retrouvaient à Porto Alegre pour tenir aux mêmes dates des assemblées spécifiques, tournant de cette façon la difficulté née de la volonté des organisateurs du Forum social de ne pas l'ouvrir aux partis politiques en tant que tels. Les élus locaux suivirent, de même que les syndicats. Ce qui fait qu'en trois éditions le Forum avait donné naissance à une série d'initiatives parallèles faisant pendant quelques jours de Porto Alegre un vaste et divers rassemblement pour montrer qu'un autre monde était possible.

### Tout a continué à Mumbai

Il n'était pas écrit d'avance qu'en quittant le Brésil pour l'Inde à l'occasion de sa quatrième édition, le Forum social mondial allait connaître un nouveau développement. Jusqu'au bout – mais on a vu que c'était le cas aussi à Porto Alegre, surtout au tout début, en 2001 – on pouvait craindre pour la participation, pour le bon équilibre du programme, pour la solution des nombreux problèmes techniques, pour les traductions, etc. Rassembler des dizaines de milliers de personnes pour réfléchir ensemble aux moyens de changer le monde n'est jamais facile. Encore moins quand l'environnement est celui d'un pays aussi contrasté que l'Inde, mais aussi globalement pauvre!

À l'ouverture du Forum, tout s'est pourtant mis en marche comme par magie. C'est une nouvelle preuve de la capacité du mouvement altermondialiste à surmonter les importantes différences de points de vue qui subsistent bien entendu encore aujourd'hui. Mais celle aussi de créer une dynamique qui invalide ce qui se dit ordinairement sur l'état du débat politique dans le monde. Là encore, l'annonce d'un contre-forum, appelé «Mumbai résistance», contre le Forum social mondial accusé de «*capter et de détourner vers le réformisme la mobilisation croissante des peuples contre la mondialisation impérialiste et la guerre, pour perpétuer le système capitaliste mondial*», à en croire certains écrits, pouvait laisser craindre pour l'unité jusqu'ici manifestée. Dans les faits, l'initiative a fait long feu et le contre-forum est resté confidentiel.

D'une certaine façon, et davantage qu'à Porto Alegre où ce phénomène existait pourtant déjà, il y a eu deux forums. Celui, habituel, des débats sur les thèmes qui font l'ordinaire du mouvement altermondialiste. Avec les acteurs et les orateurs qui, finalement, se renouvellent assez peu depuis trois ans. Changement de continent oblige, il y a eu cette fois-ci une présence indienne et plus généralement asiatique plus

[3] Jacques Chirac y envoya des émissaires dès la deuxième édition. Ceux-ci étaient amenés ainsi à côtoyer les ministres représentant le gouvernement Jospin sans que cela suscite de réactions particulières. En Belgique, par contre, la venue du Premier ministre libéral fut immédiatement contestée par les syndicats et les organisations non gouvernementales belges, le contraignant à renoncer au voyage!

forte, mais inégale selon les débats. Glissement dans le vocabulaire aussi, les intervenants indiens étant à la fois plus directement issus des partis politiques et continuant à utiliser un vocabulaire que la tendance générale à l'euphémisation du discours à la suite de la chute du mur de Berlin a un peu fait oublier en Europe. Le capitalisme reste ici le capitalisme, par exemple, et la lutte des classes le moteur de l'histoire.

Le deuxième volet du Forum, numériquement bien plus important, était géographiquement tout proche mais à mille lieues en même temps, de par la nature de la participation et les revendications formulées. C'était celui des groupes divers venus de toutes les régions de l'immense sous-continent indien. Ils remplissaient les allées du site du Forum, les multiples stands et rythmaient la journée par des défilés et des spectacles hauts en couleurs. Ils représentaient celles et ceux qui n'ont pas droit à la parole en temps ordinaire, à commencer par les dalits, les intouchables, très présents. Mais il y avait aussi d'innombrables minorités plus ou moins ignorées, plus ou moins opprimées, à cause de leur langue, de leur religion, de leur ethnie et parfois simplement de leur petit nombre. Et puis, derrière les slogans et les revendications, l'immense misère indienne, qui est celle du tiers-monde mais qui a aussi des traits plus spécifiques: la condition faite aux femmes, la disparition des filles, le manque d'éducation, les multiples handicapés, etc. Dans certains États de l'Inde, disait une carte affichée dans un des très nombreux stands, il n'y a que sept filles pour dix garçons. Où sont passées les autres?, interrogeait l'affiche. Ce qui est intéressant pour bien saisir l'ampleur du mouvement créé ici autour du Forum social mondial, c'est que cet *outing* des plaies les plus profondes de l'Inde est en grande partie rendu possible par l'action de terrain des organisations non gouvernementales que l'on qualifierait en France de caritatives. Souvent d'inspiration religieuse, elles constituent aujourd'hui une force importante mais parfois ignorée de la galaxie altermondialiste. C'est ce deuxième Forum qui restera probablement l'apport le plus original de Mumbai au mouvement altermondialiste. Pour la première fois, on a eu l'impression en effet que le mouvement avait réussi à s'élargir au-delà des groupes sociaux jusqu'ici les plus fortement impliqués – les classes moyennes, avec un niveau d'études généralement élevé, comme le montrent toutes les études – pour toucher des milieux beaucoup plus modestes.

### Vers de nouvelles alliances ?

Ces formes assez radicalement nouvelles de participation méritent réflexion. En France, les syndicats et les associations –

de lutte comme elles le disent à bon droit – qui participent le plus activement depuis l'origine aux assemblées des mouvements sociaux qui se réunissent en marge des Forums sociaux sont en général issus de la mouvance socialiste – au sens que ce mot pouvait avoir au 19<sup>e</sup> siècle, généralement laïque. Ces structures analysent les sociétés et la mondialisation aujourd'hui d'abord en termes de conflits de classe et de rivalités impérialistes. Historiquement, elles ont eu assez peu de relations, ou alors des relations conflictuelles, avec les mouvements d'obédience chrétienne. Beaucoup de ceux-ci sont pourtant très actifs depuis de nombreuses années dans la solidarité avec le tiers-monde, et plus particulièrement avec les populations les plus pauvres. Les Forums sociaux – cela tient certainement en partie à leur origine brésilienne, où l'alliance entre organisations marxistes et certains secteurs de l'Église catholique est ancienne – rassemblent ces deux composantes historiques. On peut même dire – mais cela demande peut-être une vérification plus approfondie – que la courte histoire des forums sociaux a été aussi celle de la participation croissante de ces mouvements. De ce point de vue, et très certainement parce que l'on était en Inde, il y a accélération d'un processus déjà perceptible en Amérique du Sud. Les dalits étaient par exemple le plus souvent accompagnés par des Jésuites, qui n'étaient pas là pour parler de la Compagnie de Jésus, mais du problème des castes.

Une remarque analogue peut être faite à propos de certaines délégations syndicales. Les syndicats belges constituaient une des délégations les plus nombreuses, en tout cas à la présence la plus visible. En fait, il s'agissait essentiellement de militants de la Confédération des syndicats chrétiens, très active sur le terrain international à travers la Confédération mondiale du travail qui, même si cela ne figure pas explicitement dans son titre, regroupe les syndicats se reconnaissant dans la même mouvance<sup>[4]</sup>.

Les Forums sociaux ont donc joué ici, incontestablement, un rôle de catalyseur, de facilitateur, rassemblant pour les mêmes causes des organisations qui ne le faisaient pas jusqu'ici (ou même, qui continuent à ne pas le faire dans leur pays, au plan national).

### Forum espace ou Forum mouvement ?

Ce qui ne veut pas dire que chacune des composantes de ce vaste mouvement y voit ou en attend la même chose. La question qui oppose et parfois divise les participants au Forum social mondial depuis le début n'a pas en effet trouvé davantage réponse à Mumbai

[4] En Belgique, la Fédération générale des syndicats belges est le premier syndicat, devant les syndicats chrétiens. Au plan international, la FGTB est affiliée à la Confédération internationale des syndicats libres, largement majoritaire elle aussi, surtout depuis la chute du mur de Berlin et la disparition de fait de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

qu'à Porto Alegre: le Forum est-il un espace où des personnes d'horizons divers se rencontrent et mettent en commun? Ou est-il un mouvement, peut-être même un mouvement de mouvements, susceptible de prendre des décisions au nom de ceux qui s'y reconnaissent et, d'une certaine façon, de les représenter?

Si on s'en tient aux textes fondateurs et notamment à la Charte des principes adoptée quelques mois après la tenue du premier Forum social [5], on constate que c'est la notion d'espace qui est privilégiée: « *Le Forum social mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme.* » L'action « articulée » n'est cependant pas exclue, comme on le voit.

À l'opposé, si du moins on accepte de poser le problème ainsi, beaucoup de mouvements ont cherché dès la première édition du Forum social mondial à saisir l'occasion pour parfaire leur structuration à l'échelle globale. Il s'agissait pour l'essentiel des organisations qui avaient réussi à peine un peu plus d'un an plus tôt à Seattle à rompre le silence qui entourait la contestation de la mondialisation libérale, processus qui avait connu une forte accélération avec le traité de Marrakech et la création de l'Organisation mondiale du commerce en janvier 1995. Le principal réseau international existant aujourd'hui sur le terrain de la contestation de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) a ainsi pris naissance à Porto Alegre dès 2001 [6]. Mais ce réseau a ensuite volé de ses propres ailes, si on peut dire, se ressourçant certes à l'occasion de chaque Forum social mondial, mais ayant dans l'intervalle ses activités propres, sans référence particulière à l'espace et au lieu qui l'ont vu naître. En somme, ce réseau n'engage pas le Forum social mondial et ne prétend nullement parler en son nom. On se trouve ici dans le schéma de la « facilitation » évoqué plus haut.

Autre chose serait évidemment une éventuelle tentative de faire du Forum annuel une sorte d'assemblée générale des mouvements, élaborant un programme d'action dont la mise en œuvre se ferait en son nom. Personne n'a jusqu'ici explicitement développé une telle conception du rôle des Forums. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'est pas présente en permanence, sous deux formes complémentaires: celle d'un projet plus ou moins ouvertement revendiqué sans jamais l'être tout à fait; celle, à l'inverse, du soupçon à l'égard d'une partie du mouvement altermondialiste, le plus souvent celle qui est cataloguée de façon un peu hasardeuse sous le terme d'extrême gauche.

[5] La Charte des principes a été élaborée par le comité d'organisation du FSM, essentiellement brésilien, en avril 2001 et adoptée au prix de quelques légères modifications en juin de la même année par le comité international du FSM. Elle peut être consultée sur [www.forumsocialmundial.org.br/home.asp](http://www.forumsocialmundial.org.br/home.asp)

[6] Il s'agit du réseau *Our World is not for sale*, regroupant syndicats et organisations non gouvernementales de toutes les parties du monde.

L'histoire dira peut-être un jour dans quelle mesure cette tension originelle – elle fut en effet au centre de beaucoup de débats dès Porto Alegre 1 – a été à l'origine de l'adoption de la Charte des principes. Ce qui est certain, c'est qu'elle a conduit à un compromis très pragmatique, qui est resté en vigueur jusqu'ici, y compris à Mumbai.

Ce compromis a porté sur le problème de l'adoption ou non d'une déclaration finale. Ce qui est une autre façon de poser la question précédente: forum espace ou forum mouvement.

### Faut-il ou non une déclaration finale ?

Adopter un tel document reviendrait en effet – c'est du moins l'interprétation donnée par les adversaires d'une telle procédure – à se mettre d'accord sur une sorte de programme de revendications ou d'actions, programme qui agirait comme un frein à la diversité qui caractérise les Forums, sauf à se satisfaire d'un texte sans contenu réel. Ce qui est d'ailleurs le cas de beaucoup de documents de cette nature, très prisés dans les relations internationales pendant une longue période!

La Charte des principes exclut donc l'idée même d'un document engageant le Forum et tendant de ce fait à le transformer en un mouvement. Mais, dans l'esprit des organisateurs, une telle option ne signifie nullement qu'il y a refus de s'engager dans la lutte contre le néolibéralisme. Elle ne préjuge surtout pas de la possibilité, pour les participants, d'adopter tous les textes qu'ils souhaiteront adopter. Mais ces textes n'engageront pas le Forum en tant que tel.

L'habitude fut donc prise – c'est cela le compromis – de réunir, au sein du Forum, les mouvements sociaux, les syndicats, les mouvements féministes, etc. Chacun de ces groupes adopte éventuellement une déclaration. Ce sont les mouvements sociaux – notion un peu vague, recouvrant en fait principalement les syndicats et les associations de lutte pour divers droits individuels ou collectifs – qui ont le plus régulièrement eu recours à cette démarche, se réunissant quotidiennement au sein du Forum pour débattre, proposer et enfin adopter une Déclaration des mouvements sociaux.

### L'assemblée des mouvements sociaux

Ces réunions des «mouvements sociaux» constituent pour beaucoup de réseaux, d'organisations et de militants l'intérêt principal des forums sociaux mondiaux ou continentaux. La question de

leur représentativité réelle vient bien sûr immédiatement à l'esprit. À Mumbai, elle semble avoir été prise en considération puisque la dénomination officielle était «assemblée des militants» (*activists' assembly*) pour «développer et renforcer nos campagnes contre la mondialisation néolibérale et la guerre». Ce changement de dénomination marque peut-être un retour à une vision plus juste de la portée réelle de ces assemblées, où se côtoient des groupes divers sans vraiment de représentativité avérée et membres de syndicats ou d'ONG où il n'est pas toujours facile de distinguer entre ceux qui viennent un peu en observateurs, ceux qui représentent réellement leur organisation et... ceux qui en réalité parlent au nom d'autre chose que l'organisation qu'ils disent représenter. La réalité est en fait plus simple : si la participation apparente à ces réunions est relativement forte (100 ou 200 personnes régulièrement) le débat est accaparé par une toute petite poignée de personnes que l'on retrouve dans tous les lieux (ils se multiplient avec la démultiplication du Forum mondial) où se tiennent des assemblées de ce type. Il serait sans doute inexact d'en déduire qu'il y a un «centre» d'où l'on voudrait diriger tout cela. On trouve en effet aussi bien des groupes plus ou moins clairement politiques, des syndicats que des organisations non gouvernementales comme Les Amis de la terre ou *Via Campesina*, l'association internationale dont fait partie la Confédération paysanne, pour en citer deux parmi les plus actives. Mais on est cependant loin de ce que l'on pourrait appeler une légitimation démocratique des décisions prises. Il y a même un certain recul dans ce domaine. Au début, c'est-à-dire à Porto Alegre en 2001, il était convenu que la déclaration dite des mouvements sociaux élaborée sur place serait ensuite adoptée par les organisations qui le souhaitaient selon leurs propres règles. Ce processus conduisait à ce que le texte initial soit «validé» au bout de quelques semaines par de nombreuses organisations. Ce processus est aujourd'hui tombé en désuétude. Ce qui n'empêche pas de faire comme si l'on allait de forum en forum avec de véritables décisions prises par les organisations. Ce qui, en raccourci, est parfois énoncé comme une position du Forum lui-même, en totale contradiction avec la Charte des principes approuvée en commun depuis l'origine.

On semble avoir atteint un point limite à Mumbai à cet égard. Le contraste fut en effet frappant entre celles et ceux qui, comme il est dit plus haut, ont donné une grande force à ce Forum et la centaine de militants siégeant un peu en dehors de la vie réelle du Forum et (ré)écrivant un texte d'une grande généralité et finalement très intemporel. On pouvait même avoir très fugitivement l'impression que, dans cette monstrueuse capitale d'un immense pays, il y avait d'un côté ceux qui



écrivaient qu'un autre monde est possible et de l'autre ceux qui essayaient déjà de le faire vivre, dans les conditions les plus difficiles.

Ce qui doit sans doute inciter à une réflexion qui est cousine germaine de celle qui est engagée aujourd'hui dans le mouvement altermondialiste français: comment élargir la base sociale des Forums sociaux pour y intégrer les milieux les plus modestes, ceux qui souffrent le plus aujourd'hui des dégâts économiques et sociaux du néolibéralisme?

Les textes des «mouvements sociaux», qui devraient être la base de rassemblement des luttes dans le monde, ne répondent manifestement pas, et de loin, à cet objectif dont il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer la complexité. Si cela devait se confirmer durablement, le risque d'effets négatifs sur les Forums eux-mêmes ne pourrait pas être écarté. Suffit-il alors d'en rester au «pas de texte» de la Charte et à la croyance, peut-être un peu naïve, aux seules vertus de l'horizontalité et de l'auto-organisation? Où ne faut-il pas aller un peu plus loin que la Charte dans l'élaboration de références communes, comme le propose par exemple Attac avec son projet de «Consensus de Porto Alegre», à opposer à celui, de sinistre mémoire, de Washington? Ce choix sera au centre des prochains débats au sein du comité international d'organisation des Forums sociaux.